Le 30 juin 2016

Déclaration liminaire commune à la CAP locale n°3 relative aux affectations locales

Monsieur le président,

Cette Commission Administrative Paritaire Locale se déroule dans un contexte global particulièrement lourd marqué par une multitude de crises (terrorisme, crise sociale, politique...) malgré « les jeux » qui se déroulent actuellement en France. Solidaires Finances Publiques 77 rend hommage, à ce stade, à toutes les victimes ainsi qu'à leurs proches, de l'attentat qui s'est déroulé à l'aéroport d'Istanbul. Ce climat de terreur et d'incertitude pour l'avenir devrait amener le gouvernement à apporter des réponses rassurantes et pas seulement sécuritaires, quant à notre devenir. Mais tel ne semble pas être le cas, et notamment à la DGFIP.

Les agents des finances publiques se sont fortement mobilisés depuis le début de l'année pour rappeler leur opposition à la politique menée à la DGFIP et plus généralement à celle imposée dogmatiquement par notre gouvernement. Ce niveau très significatif de mobilisation sur des appels à la grève ou à des manifestations diverses à trois niveaux différents (DGFIP, Fonction Publique et interprofessionnel), témoigne d'un mécontentement persistant.

En effet, pour Solidaires Finances Publiques 77, il y en a marre de subir depuis des années des politiques d'austérité budgétaires qui n'ont qu'une orientation : sauver le modèle capitaliste mondialisé et financiarisé au détriment de l'intérêt général. Ce poids de la « finance » se traduit par un recul des droits sociaux, de la rémunération du travail dans la richesse nationale et des politiques publiques. Les inégalités se développent, l'Etat social est en déliquescence et les actifs, chômeurs et retraités trinquent.

La loi sur le travail sur laquelle le gouvernement s'entête en est une parfaite illustration :

- Il casse des garanties collectives (art. 2 du projet de loi), par l'inversion de la hiérarchie des normes. Et à la Fonction Publique, le non accord PPCR s'inscrit dans cette orientation de casse avec notamment son volet lié à la « mobilité ».

- Il remet en cause les 35 heures et veut instituer plus de flexibilité, comme le propose le rapport Laurent à propos du temps de travail des fonctionnaires.

- Il facilite le licenciement dans le privé et donc accroît la précarité. A la DGFIP, les lignes directrices ne prévoient-elles pas des règles différentes pour ceux qui entreraient dans la fonction publique pour plus de corvéabilité ?

- Pour les fonctionnaires, il continue une politique salariale régressive avec seulement une augmentation de 1,2% de la valeur du point d'indice (versé en 2 ans) quand par ailleurs, ces fonctionnaires ont perdu 18% de pouvoir d'achat depuis 2000.

Solidaires Finances Publiques 77 le constate. Les orientations gouvernementales conduisent à la destruction d'un mode de vie, de pensée et d'organisation de notre vie commune et en premier lieu, tout est bon pour détruire la représentation de l'Etat : désorganisation des missions, fragilisation des services publics et de la fonction publique, éloignement vis-à-vis des administrés, ...

Pour Solidaires Finances Publiques, une autre politique est possible et indispensable dans laquelle l'humain devrait être le centre. Dans ce cadre, le service public est notre bien commun, la richesse des plus fragiles. Vous le menacez ! A la DGFIP, le service public fiscal, foncier et financier était jusqu'alors mené par un réseau de proximité accessible physiquement par l'ensemble des usagers. Cela permettait d'assurer ce rôle de cohésion sociale mis à mal depuis quelques années tout en assurant un service aux administrés, en particulier les plus fragiles. **Solidaires Finances Publiques ne peut que dénoncer le rabougrissement de son réseau et condamne les suppressions de sites qui vont à l'encontre d'une relation humanisée entre notre administration et les administrés.**

Ceci étant dit, cette CAP locale se tient dans un contexte alarmant au regard de la situation de l'emploi à la DGFIP. Depuis 2002 notre administration a payé un lourd tribut, puisque près de 35 000 emplois ont été supprimés, principalement en catégorie C et B. A la DDFIP, ça n'est pas moins de 550 emplois qui ont été supprimés dans la même période. L'administration ne prend même plus la peine de les justifier. Quant aux conséquences : des conditions de travail des agents qui se détériorent gravement d'année en année, des suppressions de sites, une forte dégradation du service public et de la réalisation de nos missions.

Au-delà des suppressions d'emplois, l'écart constaté entre les emplois implantés et les emplois réels, notamment dans la catégorie C (le TAGERFIP au 31/12/2016 sera à au moins 2327 postes vacants), conduit à des déficits significatifs dans tous les départements, génère des difficultés professionnelles et humaines au quotidien dans les services et surtout impacte fortement les possibilités de mutation des agents. Face à ces déficits, la direction générale n'a rien trouvé de mieux que de changer les règles de gestion, en particulier en assignant les agents pour les 1ère affectation de catégorie C ou encore en fusionnant des RAN pour plus de flexibilité.

Pour Solidaires Finances Publiques 77, il est inadmissible que les agents fassent les frais de la politique calamiteuse de la direction générale en matière de recrutement. Les solutions immédiates passent d'abord par le recrutement de toutes les listes complémentaires et ensuite par une politique ambitieuse et anticipée de recrutement pour les années à venir. **En pleine discussion budgétaire, Solidaires Finances Publiques 77 attend de la DGFIP, et donc de la DDFIP, l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois.**

Pour la DDFIP 77, **Solidaires Finances Publiques 77 dénoncent les gels d'emplois prévus dans les documents préparatoires qui préfigurent les nouvelles suppressions d'emplois.** Bien que vous ne nous ayez donné aucune indication sur le volume d'emplois C ou B transféré dans le cadre du regroupement lié à l'ARS (CTL du 15 avril 2016), nous constatons que cette opération s'effectuera avec perte d'emplois. **Solidaires Finances Publiques 77 dénonce l'hypocrisie de la DDFIP qui d'un côté tente souvent vainement de rassurer les agents sur leurs conditions de travail, mais qui de l'autre ne fournit pas les moyens nécessaires, cause de tous les maux.**

Pour revenir à cette CAPL, Solidaires Finances Publiques 77 sera vigilant sur les règles locales d'affectations qui résultent des instructions nationales. Elles sont notamment basées, sur l'ancienneté administrative des agents connue au 31/12 de l'année précédant le mouvement général, au cas particulier au 31/12/2015. De plus, Solidaires Finances Publiques revendique pour tous les agents, l'affectation nationale la plus fine possible (à la commune) sur des postes fixes.

Solidaires Finances Publiques estime que le suivi de la situation nationale et départementale des effectifs relève de la compétence des CAP et exige, à ce titre, toute la transparence de la part de l'administration. Nous devons donc disposer du TAGERFIP et des éléments explicatifs des déficits constatés par structure (postes déjà vacants, temps partiel, retraites réalisées ou à venir, concours, disponibilité...etc.) et de la situation générale des effectifs du département avant et après le mouvement local. Nous vous demandons également, conformément aux dispositions de l'instruction, d'avoir communication des décisions d'affectation par le directeur des agents ALD (RAN et Département) et d'une information sur tous les détachés.

Sur un plan local, nous demandons que les règles prévoient l'affectation la plus fine possible, ce qui passe par l'identification au TAGERFIP de toutes les structures adossées à un service tel que pôle enregistrement, le PELP, cellules de contrôle, le pôle Foncier, le SIP recouvrement à dissocier du SIP assiette, etc. **A ce titre, si nous constatons en local la dissociation entre EDR fiscal et EDR Gestion Publique, à la différence du national, Solidaires Finances Publiques 77 ne voit pas ce qui pourrait empêcher de dissocier les services qui exercent des missions différentes à l'image du Sip assiette et recouvrement, PELP et SIE ou SPF et Enregistrement, etc....** De plus, nous n'accepterons pas que des postes vacants demandés par des agents ne soient pas pourvus. Le travail ne manque dans aucun service...

Nous souhaitons également connaître la manière dont vous avez procédé pour identifier les agents concernés par une suppression d'emploi et la règle que vous avez appliquée. Nous demandons une fois de plus que les agents concernés par une suppression ou un transfert puisse participer au mouvement national afin qu'il puisse disposer de choix . Quitte à subir des bouleversements pourquoi ne pas leur laisser la possibilité de revoir leur parcours professionnel. **Solidaires Finances Publiques 77 revendique que tout changement puisse s'effectuer dans le respect de l'agent, notamment concernant sa liberté de choix dans son parcours professionnel.**

Solidaires Finances Publiques sera particulièrement vigilant quant à l'application de toutes les règles de l'instruction et dénoncera et combattra toute mesure arbitraire.

Enfin, vous avez décidé de réunir plusieurs séances de CAPL aujourd'hui. Solidaires Finances Publiques vous informe qu'il prendra le temps nécessaire pour assurer la défense des agents. Il est hors de question pour lui de bâcler cette défense pour des raisons de contrainte de temps.

Nous remercions le service RH pour la documentation transmise et leur disponibilité.